

CHEMINADE 2017
DOSSIER DE PRESSE

ÉNARQUE DISSIDENT

Né en Argentine, dans une famille auvergnate, son attachement à la France est d'autant plus grand qu'il résulte d'un choix politique intellectuel et moral, tant de ses parents que de lui-même. **Diplômé de l'ENA, promotion "Jean Jaurès", d'HEC, ancien haut fonctionnaire au ministère de l'Economie et des Finances,** il a représenté la France à Bruxelles et à New York. Il a pu constater "sur place" le fonctionnement de la City et de Wall-Street. **En 1981, il quitte l'administration pour mieux combattre la mondialisation financière et l'oligarchie qui la contrôle.** Fondateur du mouvement Solidarité et Progrès, il a été repoussé hors du marché politique existant, échappant ainsi à la règle du jeu du système.

MILITANT OFFENSIF

Il se bat pour nous libérer de la tutelle financière que nous subissons depuis plus de quarante ans. Il a dénoncé la trahison par François Hollande de son discours du Bourget, ainsi que la politique de privatisation libérale de la droite.

Il s'oppose en 1986 à l'Acte unique et en 1992 au Traité de Maastricht. Ecœuré par une fausse Europe qui s'est trahie elle-même, "faite par l'argent et pour l'argent, l'Europe de la rigueur et de l'austérité", il entend rétablir une vraie Europe servant la cause de l'humanité et non celle des faux monnayeurs.

Candidat à la présidentielle de 1995, il est alors le seul à dénoncer le "cancer financier qui ronge l'économie" et à prévoir la crise financière à venir.

Candidat à la présidentielle de 2012, il impose dans les débats la nécessité de "couper les banques en deux". C'est pour lui le préalable nécessaire à une reprise en main par l'Etat de la création monétaire et des investissements productifs qui permettra d'organiser une reprise économique en profondeur.

Il continue la bataille en 2013, en mobilisant départements et mairies contre le simulacre de réforme bancaire du gouvernement socialiste.

IL PARIE SUR L'AVENIR

Il se bat pour une politique répondant au défi du futur. Il exige de rompre avec une économie du court terme fondée sur les services, la finance et le tourisme, pour entreprendre une politique agricole et industrielle tractée par un vecteur scientifique à long terme. Pour lui, c'est le seul moyen de recréer des millions d'emplois qualifiés.

Il défend les énergies à haute densité de flux, comme le nucléaire de 4e génération et surtout, pour demain, la fusion nucléaire. Il formule des propositions pour que la robotique et le numérique échappent à la tutelle de la "finance folle".

Opposé à l'OTAN, il se bat pour une politique internationale cohérente avec cet engagement, fondée sur une entente, une détente et une coopération avec les pays membres des BRICS et tous ceux engagés dans le projet de nouvelle Route de la soie, que lui-même défend depuis plus de 20 ans. Jaurès, de Gaulle et Mendès-France sont ses références pour ce choix fondamental.

POURQUOI JE SUIS CANDIDAT

Jacques Cheminade, le 3 avril 2016

Les Français souffrent. Face au démantèlement de notre industrie et de notre agriculture, face au chômage, au risque de guerre et au bouleversement de nos repères sociaux, vous ne croyez plus au régime des partis. Vous avez raison. Ils sont devenus incapables d'œuvrer au bien commun, incapables de nous garantir l'emploi, la santé et une éducation dignes, incapables de faire face à la tempête qui s'est déchaînée sur le monde. Ils ont abandonné la jeunesse. C'est pourquoi j'ai décidé d'être candidat à la présidence de la République.

Je ne peux plus supporter que nous soyons dans un pays où des agriculteurs, des ouvriers, des enseignants, des policiers, des militaires, des élus locaux et jusqu'à de jeunes diplômés perdent confiance en l'avenir. Je ne peux vivre avec la pensée de tous ceux qui se suicident, de tous ceux qui abandonnent leur participation à la vie publique ou qu'on laisse se déshabituer du travail humain. Je ne peux plus supporter de voir des enfants livrés à une société des images et perdant leur capacité d'attention aux idées.

Je ne peux plus supporter l'Europe de la finance et de la bureaucratie, qui détruit les codes du travail de ses peuples et dresse des barbelés face aux réfugiés. Je ne peux plus supporter une Europe dans laquelle plus de trente mille lobbyistes font la loi alors qu'à peine quelques centaines y sévissaient lorsque j'y représentais la France. Avec un euro dont nous devrions tous avoir honte car il survit grâce au versement de doses illégales de liquidités et aux revenus de la prostitution et du trafic de drogue. Je ne veux plus vivre dans une Europe de faux monnayeurs, déterminée à nous faire adhérer à un Traité transatlantique qui bafouerait la raison d'être des États et nos protections sociales. Je ne peux plus supporter un monde que domine la guerre de tous contre tous et une société où les pauvres s'appauvrissent sous la coupe d'un nombre croissant de spéculateurs et de tricheurs. Je ne peux plus supporter les sourires entendus, les fausses colères et l'autosatisfaction de ceux qui occupent les allées du pouvoir et ne veulent pas voir qu'ils sont devenus des marionnettes.

C'est d'abord contre l'occupation financière de mon pays que je me bats depuis plus de trente ans. La droite et la gauche officielles ont collaboré et collaborent à cette occupation en se payant de mots pour cacher leur soumission. Fondées sur le rejet, les postures actuelles des extrêmes ne sont pas une réponse.

C'est d'abord contre l'occupation financière de mon pays que je me bats depuis plus de trente ans

Notre peuple a besoin d'un projet basé sur des principes, qui ne peut naître qu'en dehors des sentiers battus, dans le rapport direct qu'une élection présidentielle noue entre chaque Française et chaque Français et un candidat déterminé à les servir.

Il n'est pas besoin d'être De Gaulle ou Mendès-France pour gouverner. Mon but est d'inspirer à chacun d'entre vous la volonté de monter sur la scène publique.

Nous entrons dans un nouveau monde qui peut devenir celui d'une grande espérance si nous retrouvons en nous notre part d'humanité, la capacité de créer pour l'avantage de tous. Une nation n'a de raison d'être que si elle sert la cause de l'humanité. Notre pays en garde la mémoire.

Retrouvons donc cette mémoire pour notre salut commun. J'ai été rejeté par l'oligarchie politique et médiatique mais je suis plus tenace qu'elle. Je sais comment ouvrir le chemin. Car mon projet présidentiel s'inspire aujourd'hui de ceux qui, hier, ont construit l'avenir.

Je sais qu'ensemble nous pouvons redresser la France car la démocratie n'est pas une chasse gardée.

Aidez-moi ! Car aujourd'hui, ce sont les plus hardis qui sont les plus sages.

MES CENT JOURS

Ce sont toujours les premiers cent jours qui sont décisifs après une élection présidentielle. L'absence de volonté manifeste de la part de François Hollande durant cette période a pollué l'ensemble de sa présidence. Aussi, la situation actuelle étant encore plus dramatique qu'en 2012, tant à l'échelle internationale que nationale, il est d'autant plus urgent d'enclencher sans attendre une dynamique de changement.

Dès le premier jour où j'assumerai mes fonctions, je réaffirmerai dans un discours à la Nation les initiatives que je compte prendre. Bien entendu, les projets ne peuvent être lancés tous en même temps, mais il est essentiel que chacun en comprenne au départ la cohérence et la valeur exemplaire pour pouvoir juger de la présidence sans complaisance ni ressentiment. Je tiendrai ensuite chaque mois un dialogue direct avec les Françaises et les Français, au cours duquel chacun pourra m'adresser d'avance les questions qui le préoccupent et auxquelles je répondrai. Mon principal souci est de recréer dans notre pays un esprit collectif portant l'espérance que "ce sera mieux après".

Voici mes engagements pour changer le climat politique :

1 Remettre la France au travail en convoquant une conférence nationale sur l'emploi, dont les débats seront retransmis par les médias publics. L'on y explorera tous les secteurs pouvant embaucher rapidement les jeunes et les chômeurs et l'on y organisera une formation professionnelle d'urgence dans des centres agréés. Une politique de crédit public soutiendra cet effort et il sera en même temps offert aux entreprises des moyens de créer des CDI contre l'embauche d'apprentis. Après cet effort citoyen initial, avant tout créateur de postes de travail, le changement engagé par ma politique d'ensemble permettra de créer au fur et mesure de son développement des emplois de plus en plus qualifiés.

2 Exiger que se tienne une conférence internationale sur la dette et la réforme du système monétaire international (Jubilé et Nouveau Bretton Woods).

3 Entamer la bataille, à l'ONU et au sein de notre parlement, pour que soit votée une loi de séparation bancaire, un nouveau *Glass-Steagall* global et national. Je demanderai que les débats soient retransmis sur les chaînes publiques de télévision, à l'image de ce que furent les interventions du procureur Ferdinand Pecora à l'occasion du vote de la loi *Glass-Steagall* sous la présidence de Franklin Roosevelt.

4 Entamer des discussions avec les États européens pour substituer au système monétariste actuel une Europe des peuples et des patries fondée sur de grands projets d'intérêt mutuel au sein d'un système gagnant-gagnant.

5 Engager en conséquences le retrait de l'euro, devenu une monnaie-relais de la mondialisation financière – et à ce titre inacceptable – et examiner la possibilité d'une monnaie commune de référence entre pays européens attachés aux mêmes valeurs, et réservée aux relations extérieures des pays y adhérant.

6 Bâtir un nouvel ordre économique international, également gagnant-gagnant, avec les pays membres des BRICS et tous ceux qui sont disposés à briser le garrot financier mondial. Instituer au besoin un G12 avec tous les pays membres des BRICS, s'appuyant sur l'initiative chinoise de Nouvelle route de la soie.

7 Créer un ministère du Co-développement, de la Coopération et de l'Intégration, qui organisera une politique de développement et d'accueil tout particulièrement orientée vers les réfugiés politiques et la jeunesse africaine, et devant aboutir à un développement inclusif du Moyen-Orient et de tout le continent africain.

8 Tripler progressivement les moyens de notre Banque publique d'investissement pour qu'elle puisse réellement venir en aide au décollage et à l'essor des PME et des ETI.

9 Rétablir les heures d'étude dans l'enseignement primaire et secondaire, pour aider aux devoirs et aux leçons, et ainsi rétablir les conditions sociales d'égalité d'accès aux connaissances. Augmenter de 20 % le salaire des enseignants et organiser leur suivi des élèves après les heures de cours.

10 Engager le retrait de l'OTAN, qui n'a plus aujourd'hui d'autre raison d'être que d'imposer un ordre mondial militaire et financier se substituant à celui de l'ONU.

11 Consacrer aux dépenses militaires un budget supérieur à 2 % du PIB, afin de retrouver une capacité de recherche et un traitement des matériels et de l'équipement dignes de nos soldats, tout en engageant avec vigueur le démantèlement des dispositifs nucléaires militaires avec tous les pays qui en disposent.

12 Faire de la culture le pilier essentiel de ma politique, en aménageant nos établissements culturels publics et privés pour un accès gratuit éducatif et interactif, sept jours sur sept et en soirée. Encourager dans ce contexte les chorales, qui sont en petit ce que la République doit être en grand.

13 Mener dans ce contexte une grande politique spatiale et de soutien aux technologies de pointe, notamment en ce qui concerne les énergies du futur, comme la fusion thermonucléaire contrôlée. Il s'agit de disposer à la fois d'un moteur pour notre économie et d'un projet ouvert à toutes les coopérations internationales en vue des objectifs communs de l'humanité.

A tout instant, en cas de conflit sur les orientations fondamentales de cette politique et en l'absence d'accord entre exécutif et législatif, je saisirai la nation par voie de référendum, dont je tirerai les conséquences personnelles en fonction du résultat.

PROJET PRÉSIDENTIEL

Jacques Cheminade, le 3 avril 2016

La France a besoin de nous. Elle doit devenir plus grande, plus juste et plus forte en puisant aux sources de son histoire pour voir avec les yeux du futur et agir sans attendre d'espérer pour entreprendre.

Pour retrouver avec nous sa raison d'être, elle doit d'abord clairement affronter ce qui la menace : la mondialisation financière de la City et de Wall Street, de l'OTAN et d'un dollar devenu leur monnaie transnationale. L'Union européenne, quant à elle, est non seulement incapable de nous protéger, mais s'est faite au contraire leur complice à travers un euro dévoyé. La misère, le chômage et le désarroi que subissent les Français sont la conséquence de l'austérité financière imposée par cet Empire de l'argent avec lequel nos élites ont entamé depuis plus de quarante ans une désastreuse politique de collaboration.

C'est pourquoi une candidature présidentielle doit d'abord être une candidature de combat qui défie la dictature de cette oligarchie prédatrice, quels que soient ses faux-nez.

Entreprendre ce combat ne suffit cependant pas. La France n'a de sens que comme projet, car dans un monde que tout pousse à se transformer, elle ne peut, pour la première fois depuis qu'elle est la France, prétendre demeurer figée dans son passé.

Ce combat et ce projet, l'initiative ne peut en venir de politiques issus, directement ou indirectement, d'un sérail qui a pactisé avec l'ennemi. Les deux tiers des Françaises et des Français ne veulent d'ailleurs plus de candidats du passé, qui ont pour occupation principale d'abandonner, d'égarer et de tromper le peuple, sans parfois même en être conscients.

C'est pourquoi j'entreprends de présenter ma candidature. J'ai pour avantage d'avoir été repoussé hors du marché politique existant et d'avoir ainsi échappé à la soumission qui est son droit d'entrée.

La dynamique d'une campagne présidentielle, face au péril, est l'occasion unique de progressivement former une équipe de veille du pouvoir, représentant, depuis la France dite d'en bas, ce que la France dite d'en haut devra devenir. Comme un état-nation n'a de sens que s'il sert la cause de l'humanité par le progrès de tous et non par une somme d'intérêts particuliers, une candidature présidentielle n'a pas pour objet de porter l'image d'une personne, mais de rassembler des hommes et des femmes se vouant à changer la règle du jeu. Le candidat doit être inspirateur et non monarque omniprésent.

Il s'agit de reprendre la vie qui nous a été volée. De donner enfin un contenu positif au « non » de 2005. Je suis ainsi pleinement engagé à me battre pour sortir du carcan monétariste afin de promouvoir les grands chantiers de demain. Car notre politique doit être celle des objectifs communs de l'humanité. Rompons donc avec des élites qui depuis plus de quarante ans ont voulu réduire la France au financier, au tourisme et à une société de services, dominée par les grands banquiers, les bateleurs des médias parisiens et les stars du show-biz, et redonnons le premier rang à ceux qui servent le bien public et les générations futures. Une France qui reçoit tout homme avec un beau visage, où avoir vingt ans redevienne le plus bel âge de la vie et vieillir, la joie d'avoir vécu en servant l'avenir.

Est-ce utopiste ? Non, pourvu que l'on fasse des choix formant un tout cohérent. Les miens seront les suivants :

1 Assainir l'environnement économique par une vraie loi bancaire, fermant le robinet de l'argent public à ceux qui jouent sur les marchés et permettant à ceux qui exercent le vrai métier de banquier de l'exercer normalement, en gérant les dépôts et les crédits. C'est le *Glass-Steagall* de Roosevelt et notre système à la

Libération, garantie contre les grandes crises financières. C'est l'arme qui permettra de mettre le monde de l'argent hors d'état de nuire.

2 Abattre nos atouts : un service public légué par notre histoire ; des chercheurs et des étudiants, particulièrement en sciences physiques, de haut niveau, prêts à servir l'économie réelle si l'occasion leur en est fournie ; une santé et une éducation publiques gratuites ; une industrie de pointe dans le nucléaire et l'aérospatial de demain ; un taux de natalité élevé ; une agriculture originale, intégrée et diversifiée ; des start-up, des petites et moyennes entreprises (PME) et des établissements de taille intermédiaire (ETI) qui découvrent, inventent et innovent. Bref, un tout que nous devons défendre sans le laisser se décomposer en menaçant notre sécurité nationale. Je m'engage à ne plus laisser se produire de nouveaux Alstom ou de nouveaux Péchiney et, au contraire, à prendre la balle au bond de tout ce qui nous porte vers le futur.

3 Rétablir un système de crédit national pour alimenter ces atouts, avec une Banque de la France dans laquelle siégeront tous les représentants de nos forces vives et pas seulement des experts financiers. Cette banque nationale ne sera pas soumise à des critères d'austérité financière et de paiement de dettes illégitimes. Je me battrai pour la création d'une Commission sur l'examen de nos dettes, comme l'ont fait, chacun à leur façon, le Parlement grec et la Commission Pecora de Franklin Roosevelt, afin que les Français puissent suivre le débat sur ce qui engage leur avenir.

4 Sortir de l'OTAN, de l'euro et de l'Union européenne, qui bloquent toute nouvelle règle du jeu au nom de l'argent-roi, non pour nous isoler mais pour refonder un autre monde, avec les pays européens dont les peuples attendent cette réorientation, avec le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud – les BRICS – et tous ceux qui sont prêts à bâtir un nouvel ordre international gagnant/gagnant pour briser le garrot financier mondial. L'Union européenne en tant que construction administrative et anti-démocratique s'est retournée contre les peuples et les États qui en sont membres ; il faut donc en sortir pour refonder une Europe progressiste des patries et des peuples souverains. Il faut la reconstruire en l'expurgeant du monde de l'argent et en lui redonnant une mission créatrice. C'est en participant aux grands projets qui définissent l'intérêt commun de l'humanité, dans les grandes infrastructures, dans l'espace, dans une politique de maîtrise de l'eau et du climat, que la France et l'Europe retrouveront leur raison d'être.

5 Relever le défi d'une éducation nationale à la hauteur de ce projet, rétablissant l'accompagnement éducatif, les heures d'étude pour aider aux devoirs et aux leçons, apprendre à lire, écrire, chanter, compter et coder, avec une double mise à niveau en CP et à la sortie du CM2, évitant à la fois la fuite des meilleurs dans le privé et la désorientation des plus faibles. Chanter, pour expérimenter en petit ce qu'une société devrait être en grand, et plus tard coder pour apprendre le langage de la programmation, nécessaire aux métiers d'avenir, et disposer des bases pour résister à l'emprise des nouveaux monstres du numérique.

6 Renforcer les moyens de la Banque publique d'investissement, afin qu'elle puisse réellement aider les PME et les ETI à leur décollage et à leur essor, accompagner leur stratégie de croissance et leur vocation à se développer dans une économie mondiale.

7 Soutenir notre agriculture dans sa diversité en rétablissant des marchés organisés. Il s'agit de mettre fin à l'accumulation de normes et de réglementations inutiles, qui livrent nos agriculteurs à des pays qui n'en ont pas, et d'arrêter le jeu des marchés sur les prix du blé, du maïs, du soja, du sucre et de toutes les matières premières agricoles.

Ayant ainsi retrouvé notre souveraineté monétaire et agro-alimentaire, établi notre souveraineté numérique et suscité des emplois et un enseignement qualifiés, nous pourrons de nouveau avoir notre mot à dire dans le monde et établir les conditions de la justice dans la vie quotidienne de notre pays.

Aujourd'hui, en ce printemps 2016, le système financier et monétaire international est en voie d'effondrement, la City, Wall Street, leurs paradis fiscaux et leurs collaborateurs chez nous ne sont plus capables d'assurer un avenir au monde. Leur horizon est le chaos et la guerre, une guerre qui viendra si nous ne faisons rien pour en arrêter le cours. En sortir est un devoir. L'occasion pour la France est là, elle est à saisir. Je suis prêt à être le catalyseur de cette réaction, puisqu'il n'y en a pas d'autre. L'on ne peut en tous cas soupçonner qu'à mon âge je sacrifie le bien public à un plan de carrière...

La France est une idée portée par une mission, celle de tenir son pacte vingt fois séculaire conclu avec la liberté du monde, d'élever à la dignité d'homme tous les individus de l'espèce humaine.

La réaction très digne de notre peuple qui, dans sa très grande majorité, rejette la tentation de la division et de la haine que veulent lui imposer les terrorismes, est pour moi une belle raison d'espérer.

Y a-t-il un risque à prendre ? Oui, mais le pire serait de n'en prendre aucun car nous continuerions à aller à notre propre perte sans combattre ni créer. Et puis, quelle occasion, pour un nombre croissant d'entre nous, de sortir de la détresse spirituelle, intellectuelle et matérielle qui s'est emparée depuis plus de vingt ans de notre pays ! Quelle joie de retrouver la pensée comme courage d'agir !

BIOGRAPHIE

1941 **né à Buenos Aires (République Argentine)** dans une famille auvergnate. Son père est entrepreneur, sa mère enseignante.

1959 **-1968 :** diplômé de l'École des hautes études commerciales (HEC), de l'École nationale d'administration (ENA), promotion Jean Jaurès, licencié en droit. Service militaire dans la coopération à Tegucigalpa (Honduras).

HAUT FONCTIONNAIRE

1969 **-1981 :** chargé des négociations d'adhésion et d'association à la Communauté européenne auprès de la **Direction des relations extérieures (DREE)** du ministère de l'Économie et des Finances à Paris ; attaché, puis **conseiller commercial de France** à New York, où il suit de près le fonctionnement de Wall-Street et étudie le *New Deal* de Roosevelt ; **chef de bureau à la DREE**, chargé de la politique de crédit et d'aide aux exportations.

MILITANT ENGAGÉ

1981 quitte l'administration pour mieux combattre la mondialisation financière et l'oligarchie des incapables. Éditorialiste pour le journal *Nouvelle Solidarité*. Ne voyant pas d'issue dans les partis établis, devient secrétaire général du POE (Parti ouvrier européen), puis de la Fédération pour une nouvelle solidarité.

1986 **et 1992 : S'oppose à l'Acte unique** et au Traité de Maastricht créant « l'Europe faite par l'argent et pour l'argent, l'Europe de la rigueur et de l'austérité ».

Se bat pour faire libérer Lyndon LaRouche, emprisonné aux États-Unis à l'issue d'un procès politique et victime d'un maccarthysme financier.

1995 **candidat à l'élection présidentielle** grâce au soutien de 556 élus, pour dénoncer le **« cancer financier** qui ronge l'économie » et mettre en garde contre une crise financière à venir **« dans 10 à 12 ans »**. Ses propos dérangent et sont systématiquement déformés par les médias. Le Conseil constitutionnel rejette injustement son compte de campagne, entraînant la saisie de ses bien et la ruine de son parti.

1996 **lance le parti politique Solidarité et Progrès,** qu'il préside.

1997 premier à s'opposer à la loi du 3 janvier 1973 livrant la dette publique française aux banques. Il rédige **« Un plan de relance par le crédit productif public »**.

Défend dans des dizaines de conférences nationales et internationales le **« Pont terrestre eurasiatique »** et la **« Nouvelle route de la soie »**, projets d'industrialisation devenus aujourd'hui politique officielle de la Chine et de la Russie.

LA CRISE FINANCIÈRE

2007 lance son **« Projet contre les puissances de chantage du fascisme financier ». La crise financière qu'il avait annoncée se produit en août. Face à la dérive droitière et financière de Nicolas Sarkozy, à son atlantisme exacerbé, il appelle à voter pour Ségolène Royal.**

2008 introduit dans le débat l'urgence de rétablir un ***Glass-Steagall Act* à la française** : séparer, comme à la Libération, banques de dépôts et banques opérant sur les marchés financiers. Proposition reprise depuis par presque tous les partis politiques, sans être appliquée.

DEPUIS 2012

2012 de nouveau **candidat à l'élection présidentielle** grâce au soutien de près de 600 élus. Présente **son projet pour *Un monde sans la City ni Wall Street, un grand chantier pour demain,*** remettant l'argent au service du travail, sans l'entrave du capital fictif. Sous prétexte du rejet scandaleux de son compte de 1995, le ministère de l'Intérieur saisit, 18 ans après, plus de la moité du remboursement de ses dépenses de campagne de 2012.

2012 **-2013 : avec S&P, mobilise élus et citoyens pour rétablir une stricte séparation des banques** contre le simulacre de la Loi Moscovici. Un appel est signé par plus de 250 maires et voté par plusieurs collectivités territoriales.

2013 organise la **déclaration d'Arzviller** (Moselle) avec des élus locaux français et allemands exigeant une vraie séparation bancaire.

Organise **une défense des communes et des départements contre leur étouffement par l'Europe** des régions.

Lance une pétition contre le dispositif du projet de loi de finances 2014 protégeant les **« emprunts toxiques »** au détriment des communes.

2014 **-2015 : appelle la France à s'allier à la dynamique économique des pays BRICS** et participe à Paris à la conférence de l'Institut Schiller *Rebâtir le monde à l'ère des BRICS*, avec des représentants de la Chine, de la Russie, de l'Inde, de l'Égypte et de la Grèce.

S'oppose à la loi NOTRe.

OUVRAGES ET ARTICLES :

• *Regard sur la France républicaine*, Éditions Alcuin
• Préface à la réimpression de *De la réalité du monde sensible*, de Jean Jaurès, Editions Alcuin
• *Roosevelt, de Gaulle, Monnet : reprendre leur combat*, Editions Alcuin
• *Un monde sans la city ni Wall-Street, un grand chantier pour demain*, L'Harmattan. Programme présidentiel
• *Mon combat contre le féodalisme financier*, L'Harmattan. Reprise de 50 éditoriaux parus dans *Nouvelle Solidarité*, le journal de Solidarité & Progrès
• Nombreux articles et éditoriaux publiés dans *Nouvelle Solidarité*

CONTACT PRESSE :
presse@jacquescheminade.fr
06 29 38 02 74
01 76 69 14 78